

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 7 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EVTV

14 Rue du Clos Baron
35400 ST MALO

Références : UD 35/2023-101

Code AIOT : 0005501525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 dans l'établissement EVTV implanté 14 Rue du Clos Baron 35400 ST MALO. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVTV
- 14 Rue du Clos Baron 35400 ST MALO
- Code AIOT : 0005501525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Entreprise de vidange des trois villes (EVTV) exploite un centre de stockage et de traitement de déchets d'hydrocarbures ainsi qu'un centre de transit d'autres déchets de type huiles usagées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Tableau de classement
- Zonage ATEX
- Moyens de lutte contre l'incendie
- STOCKAGES D'HUILES USAGEES
- TRAITEMENT DES DECHETS D'HYDROCARBURES
- STOCKAGE DES BOUES DE CURAGE D'EGOUTS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	STOCKAGES D'HUILES USAGEES	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 8 (extrait)	/	Sans objet
10	TRAITEMENT DES DECHETS D'HYDROCARBURES	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 9	/	Sans objet
14	STOCKAGE DES BOUES DE CURAGE D'EGOUTS	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tableau de classement	Arrêté Préfectoral du 17/04/2007, article 1	/	Sans objet
2	Zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 7.1.1	/	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 7.2.3	/	Sans objet
4	STOCKAGES D'HUILES USAGEES	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 8 (extrait)	/	Sans objet
5	STOCKAGES D'HUILES USAGEES	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 8 (extrait)	/	Sans objet
6	STOCKAGES D'HUILES USAGEES	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 8 (extrait)	/	Sans objet
8	TRAITEMENT DES DECHETS D'HYDROCARBURES	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 9	/	Sans objet
9	TRAITEMENT DES DECHETS D'HYDROCARBURES	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 9	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	TRAITEMENT DES DECHETS D'HYDROCARBURES	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 9	/	Sans objet
13	TRAITEMENT DES DECHETS D'HYDROCARBURES	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 9	/	Sans objet
15	STOCKAGE DES BOUES DE CURAGE D'EGOUTS	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 10	/	Sans objet
16	STOCKAGE DES BOUES DE CURAGE D'EGOUTS	Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société EVTIV est globalement bien exploitée. Elle rencontre tout de même des contraintes d'environnement physique l'empêchant de répondre à certaines obligations émanant de l'arrêté préfectoral du 20/12/2002. Consciente des difficultés rencontrées, la société a déposé un porter-à-connaissance afin de faire évoluer les conditions de stockage des boues. Le nettoyage des cuves de stockage mérite d'être assuré de manière plus fréquente.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tableau de classement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2007, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Centre de transit de déchets industriels provenant d'installations Classées d'une capacité de 947 m³ - 136 m³ pour les huiles usagées : cuves de 40m³, 60 m³, 2x18 m³ ; - 340 m³ pour les hydrocarbures souillés pré-décantés (y compris l'unité de traitement) :cuves de 2x30 m³, 2x60 m³, 100 m³, 25 m³ et 38x15 m³ ; - 270 m³ pour les eaux polluées (eau +hydrocarbures) : cuves de 30 m³, 3x60 m³, 25m³, 2x15 m³ et 5 m³) ; - 70 m³ pour les hydrocarbures recyclés après traitement: cuves de 30 m³ et 40 m³ ; - 60 m³ réservés en cas de pollution accidentelle ; - 40 m³ pour les fuels lourds pollués ; - 20 m³ pour les liquides de refroidissement usagés ; - 11 m³ pour le fuel domestique de chaudière : cuves de 1 m³ et 2x5 m³ et une activité de stockage de boues de curage d'égouts (capacité 55 m³)</p> <p>Installation de traitement de déchets industriels provenant d'installations Classées : Unité de traitement de mélanges eau -hydrocarbures d'une capacité de traitement de 20000 tonnes/an</p> <p>Stockage aérien en réservoirs manufacturés de liquides inflammables : - Fuel-oil domestique : 11 m³ (cuves de 2x5 m³ et 1m³); - Hydrocarbures liquides recyclés: 70 m³ (cuves de 30 et 40 m³) ; - Fuel lourd : 40 m³ (1 cuve) ; Capacité totale équivalente : 18,9 m³</p>
<p>Constats : Si les affectations évoluent, les cuves reçoivent toujours des produits de la même famille : - soit des huiles usagées; - soit des hydrocarbures souillés par de l'eau ou des eaux pollués par des hydrocarbures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zone de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant définit, sous sa responsabilité, trois types de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion</p> <p>Constats : Par courriel du 02/12/2022, l'exploitante a fourni le rapport établi par Bureau VERITAS en 2006. Celui-ci a établi une analyse fonctionnelle du site au regard des ATEX et détermine le classement des zones suivant l'activité (déchargement ou traitement) ou le matériel (chaudière principale).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ces moyens comportent : - 1 bouche d'incendie de 70 mm susceptible d'assurer un débit de 20 m³/h, - 1 cuve enterrée de 12 m³ pour le stockage de l'eau de forage alimentant deux pompes d'un débit de 40 m³/h et 20 m³/h, - 1 canon à mousse à proximité de la réserve d'eau de forage alimentée par la pompe de 40 m³/h, - 1 réserve de 600 l d'émulseur (3 fûts de 200 l), - 1 dispositif d'extinction automatique de la chaudière, - 1 extincteur de 50 kg sur roue situé en face de l'aire de chargement et 7 extincteurs de 9 kg à poudre répartis à l'intérieur et à l'extérieur, - 2 poteaux incendie.</p> <p>- les extincteurs sont d'un type homologué NF MIH, - les moyens de secours et de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état de service et vérifiés annuellement, - le personnel de l'établissement est entraîné périodiquement à la mise en œuvre des matériels de secours et d'incendie : des exercices peuvent utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers. - des dispositions sont prises pour permettre une intervention rapide et aisée des services de secours et de lutte contre l'incendie en tous points intérieurs et extérieurs des installations. Les schémas d'intervention sont revus à chaque modification de la construction ou de mode de gestion de l'établissement. Ils sont adressés à l'inspecteur départemental des Services de Secours et de Lutte contre l'incendie, - les voies d'accès à l'établissement sont maintenues constamment dégagées.</p> <p>Constats : La majorité des moyens de défense contre l'incendie est disponible. En particulier, un poteau incendie se trouve au droit de l'entreprise. L'exploitant du réseau indique que ce poteau est capable de fournir un débit de 60 m³/h pendant 2 h sous une pression de 3,2 bars ainsi que le canon à mousse et les fûts d'émulseur. Sur le site se trouve un nombre supérieur d'extincteurs à celui prévu. Le matériel est vérifié annuellement : lors de l'inspection, l'exploitante a présenté un devis signé prévoyant une vérification en décembre 2022. La vérification a été réalisée le 1er décembre 2022. Lors de l'inspection, l'accès à la clé permettant l'ouverture du casier protégeant un extincteur était rendu impossible en raison de la présence d'une vitre. Au 1er décembre 2022, l'exploitante a fait procéder à la modification d'ouverture ; cette dernière est dorénavant permise par une simple poignée. Les consignes sont affichées ; particulièrement au laboratoire et sur la zone de dépotage. Un exercice complet (incendie, évacuation, manipulation du canon à mousse) à l'attention des personnels est réalisé tous les 2 ans. Le prochain est prévu en décembre 2022. Des alarmes "incendie" ont été installées en 2021. Par ailleurs, l'implantation des deux poteaux incendie prévus n'a pas pu être communiquée par l'exploitant et l'emplacement des réserves d'émulseur ne semble pas optimale par rapport aux besoins en cas d'incendie.</p> <p>> L'exploitant précisera où se trouvent les deux poteaux incendie prévus par l'arrêté et proposera des mesures compensatoires en matière de défense incendie si ceux-ci sont absents. > L'exploitant justifiera l'emplacement retenu pour les réserves d'émulseur à partir des schémas d'interventions qu'il a retenu pour la défense incendie de son établissement. > L'exploitante s'assurera que le taux d'application réglé des mélangeurs est bien celui préconisé par le fabricant de l'émulseur</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : STOCKAGES D'HUILES USAGEES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 8 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, transvasement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle visuel des tuyaux flexibles est réalisé préalablement aux opérations de transvasement. Par sécurité, les tuyaux flexibles de raccordement aux citernes des camions sont changés dès qu'ils présentent la moindre anomalie, ou au moins tous les 5 ans conformément à la législation en vigueur.
Constats : La bonne qualité des tuyaux est vérifiée. Ceux présentant une anomalie sont retirés de l'activité et stockés en attente d'évacuation. Pour preuve, s'y trouve un tuyau dont n'ayant été utilisé qu'une seule fois alors que la péremption arrivait à échéance en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : STOCKAGES D'HUILES USAGEES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 8 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, numérotation des réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs sont numérotés de manière à permettre l'identification des produits stockés. L'exploitant tient à jour le plan de ces stockages ainsi que la nature des produits qui sont entreposés
Constats : Le numérotage des différents réservoirs est clairement affiché.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : STOCKAGES D'HUILES USAGEES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 8 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, niveau de remplissage des cuves
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les cuves à l'extérieur sont pourvues d'un flotteur indiquant le niveau et d'un contacteur anti-débordement. Pour les cuves situées à l'intérieur du bâtiment, des alarmes de niveau haut sonores et visuelles sont commandées par des contacts à flotteur permettant de stopper les pompes.
Constats : Les flotteurs sont bien présents sur les cuves : le niveau de complétude de celles-ci est lisible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : STOCKAGES D'HUILES USAGEES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 8 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, nettoyage des cuves
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Au moins une fois par an un nettoyage des stockages est effectué. Lors de cette opération un contrôle en l'état des réservoirs est assuré. Avant toute intervention sur les cuves, celles-ci sont vidées, nettoyées, ventilées et vérifiées à l'explosimètre. Les canalisations fixes en place sur ce site entre le stockage extérieur et l'installation de traitement de déchets d'hydrocarbures sont prévues pour résister aux surcharges roulantes.</p>
<p>Constats : Entre 2020 et 2022, sur les 26 cuves de stockage, entre 4 et 5 sont nettoyées annuellement soit 20%. Il est à noter que la cuve D est la seule à être nettoyée annuellement.</p> <p>> S'il est compréhensible et éventuellement acceptable en termes financiers et organisationnels que toutes les cuves ne puissent être nettoyées annuellement, le nettoyage de chacune doit être plus fréquent. L'exploitante fournira un planning assurant le nettoyage de chacune des cuves d'ici 2025. Au-delà, le nettoyage de chaque cuve devra être réalisé a minima tous les 2 ans. en précisant les opérations de vérification réalisées et en justifiant la fréquence retenue sur la base de son retour d'expérience et des prescriptions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : TRAITEMENT DES DECHETS D'HYDROCARBURES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, cuvette de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La cuvette de rétention des cuves de traitement est séparée en alvéoles pour limiter la dispersion des pollutions éventuelles.</p>
<p>Constats : Les plan fournis lors de l'envoi par courriel du 02/12/2022 présentent neuf rétentions distinctes et deux rétentions globales ; la rétention n°10 englobant les rétentions individuelles 4, 5 et 6 et la rétention n°11 englobant les rétentions individuelles 7, 8 et 9.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : TRAITEMENT DES DECHETS D'HYDROCARBURES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, conformité du produit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : À la réception, une prise d'échantillon sera systématiquement effectuée afin de contrôler la conformité du produit et valider leur acceptation sur le centre..
Constats : Un échantillon est bien prélevé à chaque arrivée de produit. Sont analysées les teneurs en H2O et hydrocarbures ainsi que le pH et la DCO. Chaque échantillon est référencé et stocké au laboratoire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : TRAITEMENT DES DECHETS D'HYDROCARBURES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, séparation déchets / stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation de traitement des déchets d'hydrocarbures est séparée des cuves de stockage par un mur coupe-feu
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter de documents attestant de la qualité "coupe-feu" du mur séparant l'installation de traitement des hydrocarbures des cuves de stockage. > L'exploitant devra présenter au service des installations classées un document établissant que le mur séparant l'installation de traitement des hydrocarbures des cuves de stockage est bien "coupe-feu".
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : TRAITEMENT DES DECHETS D'HYDROCARBURES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle qualité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un contrôle de la qualité des rejets est réalisé une fois par semaine en sortie du dispositif de dépollution. Ce contrôle porte sur le débit, la DCO et la teneur en hydrocarbures. Les résultats sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées
Constats : Hormis la semaine 33 (semaine sans activité), un contrôle hebdomadaire concernant le débit, la DCO et la teneur en hydrocarbures est bien réalisé (envoi d'un tableau de suivi par courriel du 02/12/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : TRAITEMENT DES DECHETS D'HYDROCARBURES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, ventilation forcée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin d'éviter toute concentration d'HS, une ventilation forcée est installée au-dessus de la tête du SOLVIN.
Constats : Une aspiration est bien présente au-dessus du SOLVIN : le rejets sont évacués par la toiture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : STOCKAGE DES BOUES DE CURAGE D'EGOUTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, stockage des boues
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les boues sont stockées sur une aire bétonnée délimitée par un muret formant rétention et placé à l'abri des eaux pluviales. La nouvelle aire de stockage sera bétonnée et couverte.
Constats : L'aire de stockage des boues est bien délimitée par un muret. Cependant, elle n'est pas couverte. L'absence de couverture résulte de problèmes techniques. A ce sujet, l'exploitant a déposé un porter-à-connaissance en juillet 2022 afin de déplacer cette aire de stockage des boues, permettant ainsi de la couvrir.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : STOCKAGE DES BOUES DE CURAGE D'EGOUTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, collecte des eaux d'égouttage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux d'égouttage sont collectées et dirigées vers le décanteur de l'aire de lavage.
Constats : Les eaux d'égouttage sont bien collectées et dirigées vers le décanteur de l'aire de lavage
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : STOCKAGE DES BOUES DE CURAGE D'EGOUTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2002, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, traitement physico-chimique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Elles sont ensuite stockées avant de subir le traitement physico-chimique par le procédé SOLVIN puis rejetées dans le réseau des eaux usées
Constats : Les eaux d'égouttage sont ensuite stockées avant de subir le traitement physico-chimique par le procédé SOLVIN puis rejetées dans le réseau des eaux usées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet